



Pourquoi l'OTAN a détruit la Libye il y a dix ans

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 16 mars 2021

[ilmanifesto.it](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

Il y a dix ans, le 19 mars 2011, les forces USA/OTAN initiaient le bombardement aéronaval de la Libye. La guerre fut dirigée par les États-Unis, d'abord *via* le Commandement Africa, puis par l'OTAN sous commandement USA. En sept mois, l'aviation USA/OTAN effectue 30 mille missions, dont 10 mille d'attaque, avec plus de 40 mille bombes et missiles. L'Italie - avec le consensus multi-partisan du Parlement (Partito democratico au premier rang)- participe à la guerre avec 7 bases aériennes (Trapani, Gioia deL Colle, Sigonella, Decimomannu, Aviano, Amendola et Pantelleria) ; avec des chasseurs bombardiers Tornado, Eurofighter et d'autres, avec le porte-avions Garibaldi et d'autres navires de guerre. Avant même l'offensive aéro-navale, avaient été financés et armés en Libye des secteurs tribaux et groupes islamistes hostiles au gouvernement, et infiltrées des forces spéciales notamment qataris, pour propager les affrontements armés à l'intérieur du pays.

Ainsi est démoli cet État africain qui, comme documentait la Banque Mondiale en 2010, maintenait "de hauts niveaux de croissance économique", avec une augmentation annuelle du PIB de 7,5%, et enregistrait "de hauts indicateurs de développement humain" parmi lesquels l'accès universel à l'instruction primaire et secondaire et, pour plus de 40% aux universités. Malgré les disparités, le niveau de vie moyen était en Libye plus haut que dans les autres pays africains. Environ deux millions d'immigrés, en majorité africains, y trouvaient du travail. L'État libyen, qui possédait les plus grandes réserves pétrolifères de l'Afrique plus d'autres en gaz naturel, laissait des marges de profit limitées aux compagnies étrangères. Grâce à l'exportation énergétique, le balance commerciale libyenne avait un excédent de 27 milliards de dollars annuels. Avec de telles ressources l'État libyen avait investi à l'étranger environ 150 milliards de dollars. Les investissements libyens en Afrique étaient déterminants pour le projet de l'Union Africaine de créer trois organismes financiers : le Fonds monétaire africain, avec siège à Yaoundé (Cameroun) ; la Banque centrale africaine, avec siège à Abuja (Nigeria) ; la Banque africaine d'investissement, avec siège à Tripoli. Ces organismes auraient servi à créer un marché commun et une monnaie unique de l'Afrique.

Ce n'est pas un hasard si la guerre OTAN pour démolir l'État libyen commence moins de deux mois après le sommet de l'Union Africaine qui, le 31 janvier 2011, avait donné son feu vert pour la création dans l'année du Fonds monétaire africain. Le prouvent les e-mails de la secrétaire d'État de l'Administration Obama, Hillary Clinton, mis en lumière ensuite par WikiLeaks : États-Unis et France voulaient éliminer Kadhafi avant qu'il n'utilise les réserves en or de la Libye pour créer une monnaie pan-africaine alternative au dollar et au franc CFA (la monnaie imposée par la France à 14 de ses ex-colonies). Ceci est prouvé par le fait que, avant qu'en 2011 n'entrent en action les bombardiers, ce sont les banques qui entrent en action : elles séquestrent les 150 milliards de dollars investis à l'étranger par l'État libyen,

dont la plus grande partie disparaît. Dans la grande rapine se distingue Goldman Sachs, la plus puissante banque d'affaires étasunienne, dont Mario Draghi a été vice-président.

Aujourd'hui en Libye les entrées de l'export énergétique se trouvent accaparées par des groupes de pouvoir et des multinationales, dans une situation chaotique d'affrontements armés. Le niveau de vie moyen de la majorité de la population s'est effondré. Les immigrés africains, accusés d'être "des mercenaires de Kadhafi", ont été emprisonnés jusque dans des cages de zoo, torturés et assassinés. La Libye est devenue la principale voie de transit, aux mains de trafiquants d'êtres humains, d'un chaotique flux migratoire vers l'Europe qui a provoqué beaucoup plus de victimes que la guerre de 2011. À Tawerga les milices islamistes de Misrata soutenues par l'OTAN (celles qui ont assassiné Kadhafi en octobre 2011) ont accompli un véritable nettoyage ethnique, contraignant presque 50 mille citoyens libyens à fuir sans pouvoir y revenir. De tout cela est responsable aussi le Parlement italien qui, le 18 mars 2011, engageait le Gouvernement à "adopter toute initiative (c'est-à-dire l'entrée en guerre de l'Italie contre la Libye) pour assurer la protection des populations de la région".

Manlio Dinucci

Article original en italien :



[Perché la Nato dieci anni fa demolì la Libia](#)

Édition de mardi 16 mars 2021 d'il *manifesto*

<https://ilmanifesto.it/perche-la-nato-dieci-anni-fa-demoli-la-libia/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Note pour la version française :

"Déclaration du Gouvernement sur l'intervention des forces armées en Libye et débat sur cette déclaration", séance du 21 mars 2011 à l'Assemblée Nationale : Fillon, Juppé, Ayrault etc. "tous ensemble, tous ensemble..."

<https://www.assemblee-nationale.fr/13/cr/2010-2011/20110144.asp>

La source originale de cet article est ilmanifesto.it
Copyright © [Manlio Dinucci](#), ilmanifesto.it, 2021

Articles Par : [Manlio Dinucci](#)

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste, ex-directeur exécutif pour l'Italie de l'International Physicians for the prevention of Nuclear War, association qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1985. Porte-parole du Comitato no Guerra no Nato (Italie) et chercheur associé de Global Research (Canada). Prix international de journalisme 2019 pour Analyse géostratégique du Club de Periodistas de México.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca